



# DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE TEMPORAIRE

**GEOTRADE**  
MARSEILLE (13)  
Version n°2

Note de présentation non technique



**KALIÈS**  
Étude & conseil  
en environnement,  
énergie & risques industriels

## I. CONTEXTE DU DOSSIER

---

Le présent dossier de demande d'autorisation temporaire environnementale a été effectué en application du chapitre unique du titre VIII du livre I<sup>er</sup> et du titre I<sup>er</sup> du livre V de chacune des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement.

Il concerne la demande d'autorisation environnementale temporaire d'exploiter déposée par GEOTRADE pour son projet de démantèlement du bateau pompe le LACYDON, appartenant au Bataillon des Marins Pompiers de Marseille, au niveau du poste 122 du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM).

La demande d'autorisation environnementale concerne une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre des article L.512-1 du code de l'environnement.

**Aucune autre procédure pouvant être rattachée à une demande d'autorisation environnementale n'est concernée.**

## II. LOCALISATION DU PROJET

---

Le site retenu pour le démantèlement du LACYDON par GEOTRADE est localisé dans l'enceinte du Grand Port Maritime de Marseille, sur la digue du Large, au niveau du Quai du Président Wilson, de l'autre côté du bassin du même nom. Il occupera une partie du poste 122 (voir plan en page suivante et en Annexe 1).

Le terrain d'implantation est constitué par une zone à terre (quai), disposant d'un branchement au réseau électrique, d'une voirie d'accès et des réseaux de gestion des eaux pluviales et usées, et par une zone à flot.

Les coordonnées du centre [du terrain d'implantation](#) du site sont les suivantes (en Lambert 93) :

- X : 890 055 m,
- Y : 6 250 914 m.

L'accès au quai du Président Wilson se fait par la Traverse de la Pinède, permettant de traverser le bassin du Port. Le quai comporte les postes 115A à 123 ; la Vigie Nord et le Service des Phares et balises de Marseille se trouvent à l'extrémité Nord du quai.

De l'autre côté du bassin du Président Wilson, le Môle G et le Môle du Cap Janet accueillent des hangars destinés aux entreprises portuaires et les entreprises

Les plans en page suivante résument ce qui a été précédemment évoqué.



Figure 1. Plan de localisation et des abords

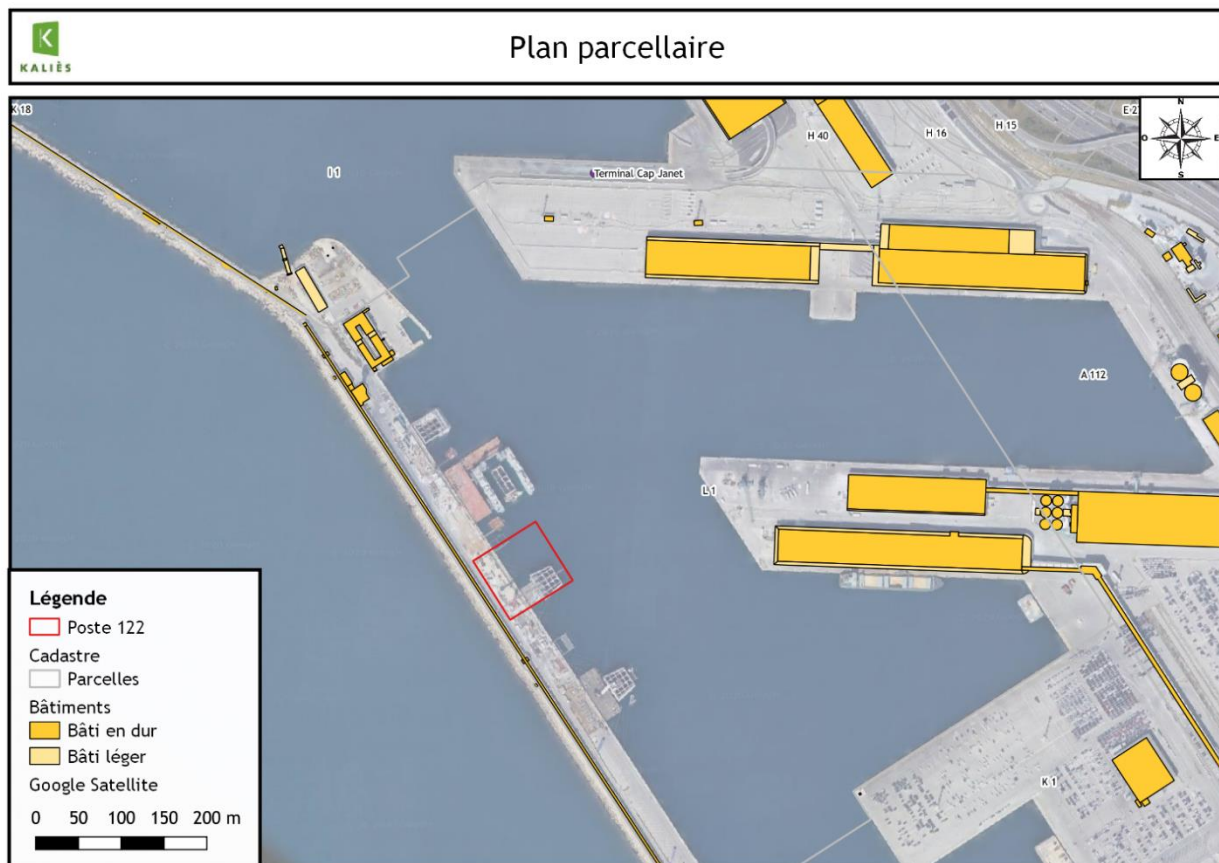


Figure 2. Plan parcellaire

### III. DESCRIPTION DU PROJET

#### III.1. ÉTAPES PRINCIPALES DU DEMANTELEMENT DU LACYDON

Les travaux de démantèlement du LACYDON peuvent être décomposés en 3 parties :

| 1 <sup>ère</sup> partie -<br>2 semaines -<br>à flot   | 2 <sup>ème</sup> partie -<br>6 semaines -<br>à flot et sur dalle béton  | 3 <sup>ème</sup> partie   |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• curage à quai du navire</li> <li>• désamiantage SS3</li> <li>• sécurisation des installations</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• fin du curage</li> <li>• découpe par oxy-coupage</li> <li>• évacuation des découpes avec la grue vers la dalle béton</li> <li>• découpe à froid sur la dalle</li> <li>• tri et évacuation des déchets</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Repli du chantier</li> <li>• Remise en état du site</li> </ul> |

Ces opérations sont concernées par la rubrique ICPE 2712-2.

##### III.1.1 CURAGE A QUAI

Dès son arrivée au poste 122, le LACYDON sera positionné à quai où seront réalisés les travaux de curage et de désamiantage SS3.

Les travaux de curage consistent en une extraction manuelle des aménagements du navire (isolants, mobiliers, objets et matériels divers...). L'ensemble des matériaux combustibles seront ainsi évacués afin de limiter tout départ de feu lors des phases ultérieures d'oxycoupage.

Les déchets extraits seront triés par nature :

- DIB,
- Bois,
- Déchets dangereux conditionnés,
- Verre,
- Déchets d'équipement électroniques...

##### III.1.2 OPERATIONS DE DESAMANTAGE SS3

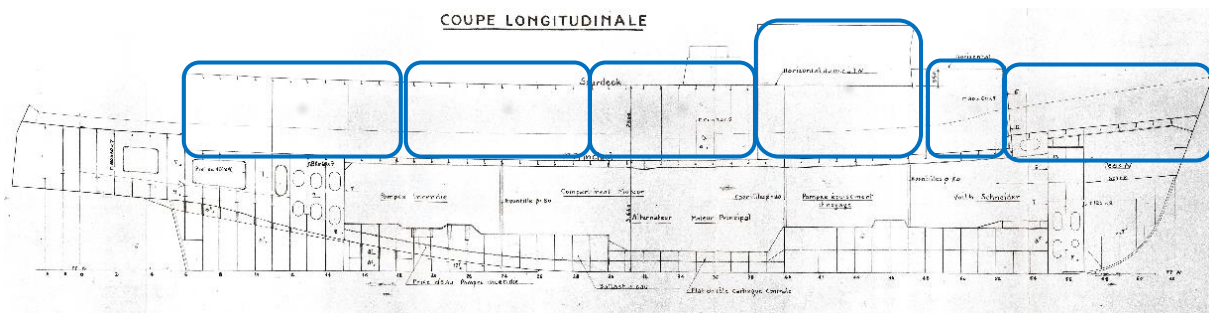
Les travaux de désamiantage à effectuer sont classés en Sous-Section 3 (SS3) et concernent donc uniquement au retrait et à l'encapsulage des Matériaux Contenant de l'Amiante (pas d'intervention de découpe ou de percement de MCA susceptible de provoquer des émissions de fibres d'amiante). Une unité de décontamination mobile sera mise en place sur le site.

### III.1.3 DECOUPE PAR OXYCOUPAGE<sup>1</sup> A FLOT

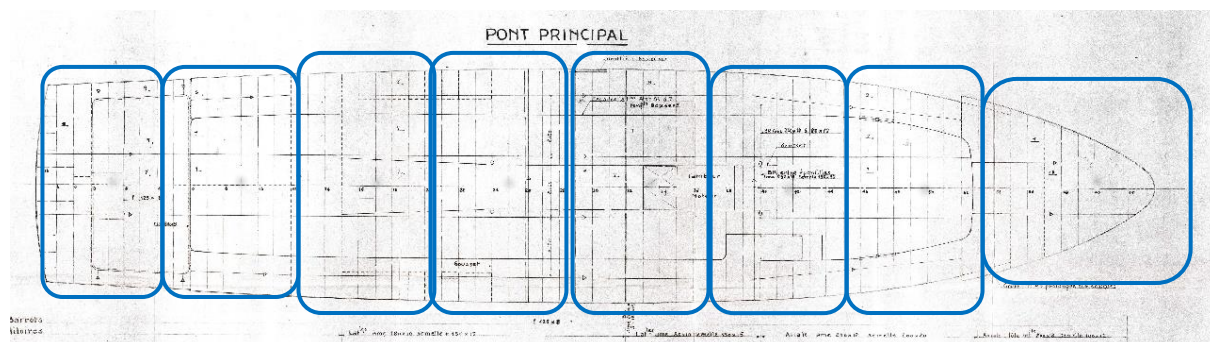
Cette étape permet d'alléger le navire en enlevant les parties hautes avant de le mettre à terre pour la fin de sa déconstruction.

Cette opération concerne :

- Les hyper structures (tout ce qui se trouve au-dessus du pont)



- Le pont supérieur :



Un plan de démantèlement précis est établi, ce dernier décrivant entre autres :

- La position des lignes de coupe,
- Les points d'élingage<sup>2</sup> pour le levage de chaque bloc,
- L'adéquation entre la masse des blocs à lever et les moyens de levage mis en place.

La découpe sera réalisée par oxycoupage depuis les parties hautes vers les parties basses, en veillant au respect de la dépose symétrique des colis de part et d'autre du bateau par son axe afin de ne pas déstabiliser l'équilibre de l'ensemble. Les blocs découpés sont maintenus par des « mèches » ou « fusibles » c'est-à-dire par des longueurs de tôle non découpées.

Les blocs, pesant entre 5 à 15 t, sont ensuite élingués et pris en masse par la grue de levage et déposés sur la zone de découpe à terre, puis les mèches de soutien sont découpées.

**Remarque :** Les opérations de découpage pourraient être ciblées par la rubrique 2560 ; dans le cas présent, cette étape est incluse dans l'activité de démantèlement, elle est donc connexe à la rubrique ICPE 2712-2.

<sup>1</sup> L'oxycoupage est un procédé de découpage des métaux, par oxydation localisée mais continue, à l'aide d'un jet d'oxygène pur. Le point de la pièce où l'on va commencer la coupe doit être porté à une température d'environ 1 300 °C (température d'amorçage) par une flamme de chauffe.

<sup>2</sup> Les blocs découpés sont entourés au moyen d'une élingue (cordage, câble, chaîne...) puis sont hissés et déposés à terre, sur la plate-forme de découpe



Tous les blocs du navire découpés à flot par oxycoupage et déposés sur la zone de découpe à terre sont découpés à froid par une pelle équipée d'une cisaille hydraulique à ferraille, selon le plan de démantèlement établi.

Une fois les hyper-structures et le pont supérieur découpés à flot, le navire est considérablement allégé et sera mis sur cales sur la zone de découpe à quai. La fin de l'opération de démantèlement se déroule donc à terre, par cisailage, pour les parties suivantes :

- [illegible]

- 

## Déchets liquides

Le LACYDON sera totalement purgé de ses fluides avant son remorquage vers le poste 122. Après la phase de découpage à flot, le fond de la coque sera nettoyé à nouveau par lavage haute-pressure avec récupération des eaux. Ces eaux potentiellement souillées sont les seuls déchets liquides présents sur le site.

L'ensemble des déchets non dangereux ou dangereux issus du processus de démantèlement sont stockés de manière temporaire dans des bennes au niveau de zones dédiées afin de limiter le stockage au sol.

Chaque type de déchets est dirigé vers des centres de valorisation ou de traitement agréés et fait l'objet d'une traçabilité par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD). Les quantités de déchets évacuées sont enregistrées quotidiennement sur un registre de suivi.

## III.2. CLASSEMENT DU PROJET AU TITRE DE LA NOMENCLATURE ICPE

Les installations, visées par le Livre V de la partie législative du Code de l'environnement relative à la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sont définies par la nomenclature des installations classées définie au Livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement. Elles sont soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration selon la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Le tableau suivant récapitule les rubriques qui concernent le site de GEOTRADE en mentionnant :

- Le numéro de la rubrique,
- L'intitulé précis de la rubrique avec les seuils de classement et le régime correspondant :
  - A : autorisation,
  - E : enregistrement,
  - D : déclaration,
  - DC : déclaration avec contrôle périodique obligatoire pour les sites soumis à simple déclaration,
  - NC : non classé.
- Les caractéristiques de l'installation,
- Le classement,
- Le rayon d'affichage : Il s'agit du rayon d'affichage minimum autour de l'installation à respecter pour l'enquête publique, en kilomètres.

Les différentes installations sont localisées sur le plan présenté à la suite du tableau.

Seule la commune de Marseille est concernée par le rayon d'affichage (2 km).

Tableau 2. Classement du projet au titre de la nomenclature ICPE

| N° de la rubrique | Intitulé de la rubrique « Installations Classées »  | Caractéristiques de l'installation  | Classement | Rayon d'affichage (en km) |
|-------------------|---|---|------------|---------------------------|
| 2712-2            | <p><b>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage</b> ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup><br/>(E)</p> <p>2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m<sup>2</sup><br/>(A)</p> <p>3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du Code de l'environnement</p> <p>a) Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m<sup>2</sup><br/>(E)</p> <p>b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage<br/>(E)</p> | <p>Le site va démonter un bateau-pompe ; son activité correspond donc au 2- de la rubrique 2712.</p> <p>La surface de l'installation de démantèlement est de 1 515 m<sup>2</sup> (&gt; 50 m<sup>2</sup>).</p> | A          | 2                         |
| 2910-A            | <p><b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</b></p>   | <p>Un groupe électrogène consommant du diesel sera présent sur le site. La puissance thermique nominale de cette installation est de 0,03 MW (&lt; 1 MW).</p>   | NC         | -                         |



| N° de la rubrique | Intitulé de la rubrique « Installations Classées »  | Caractéristiques de l'installation  | Classement | Rayon d'affichage (en km) |
|-------------------|---|---|------------|---------------------------|
|                   | <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW<br/>(E)</p> <p>2. Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW<br/>(DC)</p>   |   |            |                           |
| 4718              | <p><b>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</b></p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p><b>1. Pour le stockage en récipient à pression transportable</b></p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 t<br/>(A)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t<br/>(DC)</p> <p><b>2. Pour les autres installations</b></p> <p>a. Supérieure ou égale à 50 t<br/>(A)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t<br/>(DC)</p> | <p>Le propane est utilisé pour le procédé d'oxycoupage (flamme de chauffe pour amorcer le procédé).</p> <p>3 bouteilles de 35 kg, soit une quantité de 105 kg sera présente sur le site (&lt; 6 t).</p> | NC         | -                         |

| N° de la rubrique | Intitulé de la rubrique « Installations Classées »  | Caractéristiques de l'installation   | Classement | Rayon d'affichage (en km) |
|-------------------|---|--|------------|---------------------------|
| 4725              | <p><b>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)</b></p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t<br/>(A)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t<br/>(D)</p> | <p>L'oxygène est utilisé pour le procédé d'oxycoupage (jet de coupe).</p> <p>54 bouteilles de 10 m³, soit une quantité de 731 kg sera présente sur le site (&lt; 2 t).</p> | NC         | -                         |

### III.3. CLASSEMENT DU PROJET AU TITRE DE LA NOMENCLATURE IOTA

Conformément à l'article L.181-1 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale est également applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) mentionnés au I de l'article L. 214-3. Les IOTA sont soumis à autorisation ou à déclaration selon la gravité des dangers ou des inconvénients qu'ils peuvent engendrer, conformément à la nomenclature détaillée au sein de l'article R.214-1 du Code de l'environnement. À noter que le projet n'est pas concerné par la rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales dans le milieu naturel) car les eaux pluviales seront dirigées vers le réseau du GPM. Il n'est pas non plus soumis à la rubrique 4.1.2.0 (travaux d'aménagement portuaires). D'une part, le projet ne consiste pas en l'aménagement pérenne d'une zone du port, il s'installe seulement sur les aménagements déjà réalisés. D'autre part, l'aménagement temporaire de la dalle en enrobé pour la gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et la rétention des éventuelles eaux d'extinction incendie sera réalisé sur le quai existant, sans en modifier l'intégrité (l'objectif étant en fin de démantèlement du bateau Lacydon de rendre le quai dans son état avant projet). Le coût de l'aménagement est estimé à environ 28 000€, montant bien inférieur au seuil déclaratif de la rubrique 4.1.2.0 (160 000€). Ainsi, le projet n'est concerné par aucune des rubriques de la nomenclature de l'article R.214-1.

### III.4. CLASSEMENT DU PROJET AU TITRE DE LA NOMENCLATURE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La liste des projets entrant dans le champ de l'évaluation environnementale figure au tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements peuvent être soumis de façon systématique à évaluation environnementale ou après examen au cas par cas. Après examen au cas par cas, seuls les projets identifiés par l'autorité environnementale comme étant susceptibles d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement doivent suivre la procédure d'évaluation environnementale.

Le projet porté par la société GEOTRADE relève de la catégorie suivante du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement :

Tableau 3. Classement du projet au titre de la nomenclature évaluation environnementale

| Catégorie | Intitulé  | Caractéristiques du projet  | Évaluation environnementale systématique ou examen au cas par cas |
|-----------|---|---|---|
| 1         | Installations classées pour la protection de l'environnement (dans les conditions et formes prévues au titre Ier du livre V du code de l'environnement) | Installation ICPE soumise à Autorisation au titre de la rubrique 2712-2 | Examen au cas par cas   |

Au regard du tableau précédent, le projet est soumis à examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale. Le CERFA n° 14734\*03 a, à cet effet, été transmis à l'autorité environnementale le 29/09/2020. Le formulaire jugé complet a été mis en ligne sur le site de l'autorité environnementale le même jour.

Suite à l'examen de la demande au cas par cas, l'autorité environnementale a formulé sa décision de non soumission à la réalisation d'une évaluation environnementale en date du 02/11/2020.

Cette décision est jointe en Annexe 3.

**Une étude d'incidence environnementale est donc présentée dans la suite du dossier de demande d'autorisation environnementale.**

## IV. PRINCIPALES RAISONS DU CHOIX

---

Initialement, le démantèlement du LACYDON était prévu au port de Bassens, en Nouvelle Aquitaine, où toutes les infrastructures nécessaires pour ce type d'opérations sont déjà présentes et régulièrement utilisées, et permettent notamment la déconstruction des navires en cales à sec.

Cependant, pour des raisons administratives et techniques, il n'a pas été possible de donner suite à cette première solution envisagée.

En effet, l'entreprise désignée pour le remorquage a informé très tardivement GEOTRADE de l'obligation d'obtention d'une attestation de conformité à la résolution OMI 765/18 reprise en droit français dans la division 130 (article 130.30.1) pour réaliser le transfert du navire.

Or, l'obtention d'une telle attestation par une société de classification, sur une coque sortie de son suivi en classe depuis 8 ans, impose un passage préalable en cale à sec pour inspection totale de la coque, avec la réalisation :

- De mesures d'épaisseur de coque,
- De travaux de réparation pour toute réduction d'épaisseur supérieure ou égale à 20 %.

Selon l'état de la coque, des limitations de route peuvent être imposés, rallongeant ainsi les délais et les coûts de remorquage.

Le surcoût total lié à l'obtention de l'attestation de conformité a été estimé à 150 k€.

GEOTRADE, en accord du maître d'ouvrage, a décidé d'abandonner le remorquage vers le port de Bassens. GEOTRADE a donc entamé des recherches de sites proches de Marseille où est amarré le LACYDON, ce qui permet de réduire la distance de remorquage, et pouvant accueillir une activité de démantèlement.

Plusieurs sites ont donc été envisagés :

- **Le poste 170**, au niveau du Môle 1 de l'Avant-Port Nord, dans l'enceinte du GPMM. GEOTRADE a déjà procédé au démantèlement de 2 barges non motorisées (non soumises à la réglementation ICPE) au poste 170 en mai/juin dernier. Un temps envisagé avec certitude, le planning d'occupation des postes du GPMM n'a finalement pas permis de valider cette implantation.
- **L'ex site SAIPEM**, à l'Estaque. Ce site, inoccupé pour les prochains mois, présente néanmoins des contraintes techniques importantes. En effet, le tirant d'eau est insuffisant pour le LACYDON. Il serait donc indispensable de réaliser des travaux d'allègement à flot au lieu d'amarrage du LACYDON avant de l'installer sur l'ex-site SAIPEM. Or, de tels travaux ne sont pas réalisables sans l'établissement d'un dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique 2712-2 de la nomenclature des ICPE.
- **Site DERICHEBOURG**, dans l'enceinte du GPMM : GEOTRADE a également sollicité DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT qui exploite un quai de transfert de ferraille sur le GPMM pour l'accueil du démantèlement du LACYDON. Cependant, le quai doit être disponible environ 4 à 5 jours par mois pour le chargement de ferraille en navire. Le démantèlement du navire s'étalant sur une période de 2 mois, il n'a pas été possible de choisir ce site.

- **Le poste 122**, sur la Digue du Large du GPMM. Ce poste est le dernier emplacement possible qui a été proposé par le GPMM.
- **Site PREMYS chez SEA INVEST**, au niveau du Canal de Caronte, à Martigues : la société PREMYS a déposé fin 2019 un Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter pour une ICPE pérenne 2712-2, implanté chez SEA INVEST. Ce site avait fait l'objet d'une autorisation temporaire entre juillet 2017 et août 2018 pour un contrat de déconstruction de 52 petits navires de la Marine réalisé en cotraitance PREMYS/GEOTRADE.  
  
À ce jour, le dossier est toujours en cours d'instruction, et PREMYS produit des études complémentaires. La date prévisionnelle d'obtention de l'AP est envisagée pour mars/avril 2021, suite à quoi des aménagements devront être réalisés avant autorisation de début d'exploitation. Le planning ne correspondait donc pas avec le besoin du BMPM pour le démantèlement du LACYDON.
- **Chantier naval de Barriol - Grand Rhône**, à Arles : Ce chantier appartient à la société SECMI. L'accès au site de déconstruction est cependant conditionné par l'enlèvement d'une épave à la charge de VNF et présente également une contrainte planning : les travaux de déconstruction du LACYDON doivent impérativement se réaliser au premier trimestre 2021 ; au-delà, le chantier naval emploiera le site pour ses besoins propres.

Les postes 170 et 122 sont les sites sans contraintes techniques et les plus faciles d'accès pour le démantèlement du LACYDON ; après l'impossibilité de s'installer sur le poste 170, le poste 122 a finalement été retenu.

À noter que cet emplacement présente l'avantage d'être plus éloigné des habitations et de l'A55 passant en limite de l'enceinte du GPMM, ce qui permet de réduire les nuisances potentielles pour le voisinage.

## **V. AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ET MONTAGE DU DOSSIER**

---

Le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale est effectué en application du chapitre unique du titre VIII du livre I<sup>er</sup> et du titre I<sup>er</sup> du livre V de chacune des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement. Les différentes pièces ou documents constituant le dossier ne s'entendent qu'ensemble et non séparément.

### **RÉSUMÉ NON TECHNIQUE**

Le résumé non technique permet la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude de manière synthétique et pédagogique. Il est joint en parallèle du dossier.

### **NOTE DE PRÉSENTATION NON TECHNIQUE DU DOSSIER**

La note de présentation non technique est fournie en application de l'article R.181-13 du Code de l'environnement. Elle est jointe en parallèle du dossier.

### **DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

La demande d'autorisation présente en premier lieu le demandeur de l'autorisation environnementale puis l'objet de la demande. Conformément à l'article R.181-13-1° du Code de l'environnement, elle mentionne la dénomination, la forme juridique, le numéro SIRET, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande. Elle présente également les capacités techniques et financières de la société, comme requis à l'article D.181-15-2-3° du Code de l'environnement.

La demande d'autorisation présente également les éléments techniques et réglementaires du projet, son déroulé et sa finalité. Elle décrit « la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que l'indication de la ou des rubriques des nomenclatures dont le projet relève » (cf. art. R.181-13-4° du Code de l'environnement).

### **ÉTUDE D'INCIDENCE ENVIRONNEMENTALE**

Elle doit être proportionnée à l'importance du projet ainsi qu'à son incidence prévisible sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. L'article R. 181-14 du code de l'environnement prévoit entre autres que l'étude d'incidence environnementale décrive :

- L'analyse de l'état actuel du site,
- Les incidences du projet dans le cadre de son fonctionnement normal,
- Les mesures prises pour les éviter, les réduire et si possible les compenser.

### **ÉTUDE DES DANGERS**

L'objectif de l'étude des dangers est de présenter les impacts potentiels du projet en dehors des limites de propriété dans le cadre de dysfonctionnements ainsi que les mesures préventives prises pour les prévenir ainsi que celles à prendre en cas de survenue (cf. art. D.181-15-2-I-10° du Code de l'Environnement).

Elle permet de justifier, conformément à l'article D.181-15-2-III du Code de l'Environnement, que « le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation ».



Cette étude précise, notamment, « la nature et l'organisation des moyens de secours dont le demandeur dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre » (cf. art. D.181-15-2-III du Code de l'environnement).

#### ANNEXES

Cette partie regroupe l'ensemble des annexes et planches graphiques nécessaires aux parties précédentes et mentionnées à l'article R.181-13-7° du Code de l'environnement. Elle fournit notamment les plans règlementaires précisés à l'article R.181-13-2° et D.181-15-2-9° du Code de l'environnement.

#### **PROCÉDURE D'AUTORISATION DU DOSSIER**

L'article L.181-9 du Code de l'environnement précise que l'instruction de la demande d'autorisation environnementale se déroule en trois phases dont celle d'enquête publique.

Or, dans le cadre d'une installation ne fonctionnant que pendant une durée de moins d'un an, comme cela est le cas pour le présent projet, l'article R. 512-37 précise que, une autorisation pour une durée de six mois renouvelables une fois peut être accordée sans enquête publique et sans avoir procédé aux consultations prévues aux articles R. 181-23, R. 181-29 et R. 181-38.

D'autre part, selon l'article R.214-23, le délai pour la consultation des services instructeurs prévus est réduit à 15 jours au lieu de 45.

**Il n'y aura donc pas de phase d'enquête lors de l'instruction du projet de GEOTRADE, et la durée de l'instruction sera réduite.**

En application de l'article R.123-8 du Code de l'environnement, l'exploitant indique que le dossier n'a fait l'objet d'aucune consultation préalable du public (le projet ne rentre pas dans les seuils indiqués à l'article R.121.-2 du Code de l'environnement).